



T2137-502-8,00 F

**DEUX ANS DE LUTTE :
RADIO-LIBERTAIRE DÉROGÉE !**

ISSN 0026-9433

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 502 JEUDI 27 OCTOBRE 1983 8,00 F

R. ARON

**DELORS :
LES
TRAVAILLEURS
PAIERONT**



Raymond Aron est décédé. Par delà les éloges déversés sur l'illustre dépouille, quel a été le rôle exact de ce « professeur » de la société bourgeoise ? lire page 10.

AFGHANISTAN



Troisième partie du reportage de Ghislain Bellorget qui accompagnait une mission médicale durant deux mois. Lire page 8. Lire page 10.

Fop 2520

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupe « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le samedi de 15 h à 18 h 30.

Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanences le mardi à partir de 20 h, à la MJC La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe « Jules Durand/Entraide » du Havre : pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules-Tellier, 76600 LE Havre.

Groupe du 11^e : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 13 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Chrétiën.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.38.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Sébastien-Faure » de Bordeaux : permanences le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe « Voline » : permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois de 19 h à 20 h 30 et samedi sur rendez-vous, au 26, rue Piat, Paris-20^e.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e.

Groupe de Beauvais : permanences le premier mardi du mois, de 19 h à 21 h, sa'le de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Brunoy : permanences au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille tél. : (20) 53.85.23).

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angie-Droit, 47000 Agén.

Groupe du Mans : permanences tous les mercredis de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, salle 33, 3^e étage, square Stalingrad, 72000 Le Mans.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marenes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio.

Affiche éditée par l'Administration. Prix : 5 F l'unité, 0,85 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 92 X 65.



Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

communiqués

• Un groupe est en formation sur La Défense (92) : Courbevoie, Nanterre et Puteaux.

Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires sur ce quartier peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

• Le groupe d'Angers de la F.A. vient d'éditer une brochure intitulée : « Anarchisme, écologie, luttes anti-nucléaire ». Elle est en vente, au prix de 15 F + frais de port. Pour toute commande s'adresser au groupe d'Angers c/o La tête en bas, 17, rue des Poëliers, 49000 Angers ; ou bien à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe de Villejuif-Vitry reprend ses ventes du Monde libertaire :

- vendredi : de 17 h 30 à 19 h au supermarché Casino de Vitry ; de 17 h 30 à 19 h, au métro Kremlin-Bicêtre ;

- samedi : de 10 h à 12 h, au marché de Vitry ; de 10 h 15 à 12 h, au marché Romain-Rolland à Villejuif.

Nous invitons les personnes désirant développer l'anarchisme à nous contacter lors de ces ventes.

• Tous les lecteurs du Monde libertaire, sympathisants du mouvement, peuvent rejoindre le groupe de Moulins qui prépare différentes actions concrètes pour cet automne (montage audiovisuel, publication d'une brochure et différents débats). A noter qu'un autre groupe est en formation dans le département de l'Allier, sur Vichy. Pour tous contacts, écrire aux R.I. qui transmettront.

• Le groupe d'Evreux tiendra ses permanences le dernier samedi de chaque mois, à partir du 29 octobre, dans la salle n° 2 des associations, derrière la mairie d'Evreux. Il convie toutes et tous à venir s'informer sur les propositions libertaires.

sommaire

PAGE 2 : Infos F.A. — PAGE 3 : Editorial, En bref, Infos Radio-Libertaire, Des Américains à Paris — PAGE 4 : Les élections d'Antony, Dans les casernes roses, Et la laïcité, nom de Dieu — PAGE 5 : La Chapelle-Darblay, Elections Sécurité sociale — PAGES 6 et 7 : Le Monde lib(ert)aire — PAGE 8 : Afghanistan — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Raymond Aron, Libération nationale et révolution sociale — PAGE 11 : Expressions — PAGE 12 : Les travailleurs paieront..., Les tribulations de Delors.

éditions

« Gestion directe » n° 8, le bulletin de liaison des travailleurs anarchistes des PTT, est paru.

Cet été, les postiers n'ont pas chômé. Que du bon, que du luxe. Qu'on en juge : pages 2-3 : bilan 83 (eh oui, déjà !) ; pages 4-5 : une BD ; pages 6-7 : réflexions sur le syndicat ; page 8 : la CFDT-PTT nous cause des CAP.

Et tout ça en couleur.

Deux francs le numéro (n'oubliez pas les frais de port). Disponible à la librairie du Monde libertaire : 145, rue Amelot, Paris-11^e.

en bref...en bref...

• La librairie La Gryffe organise le vendredi 4 novembre à 20 h 30 au Palais du travail (sous réserve) une conférence-débat avec C. Castoriadis autour de son livre « Devant la guerre » sur le danger d'une nouvelle guerre mondiale.
Le samedi 12 novembre, M. Auvray présentera son livre : « Objecteurs, indoumis, déserteurs, une histoire des réfractaires à l'armée » de 19 h 30 à 21 h 30 au C.C.O. 39, rue Courteline, Villeurbanne.
Ces deux conférences auront lieu à Villeurbanne.
Et pour finir le 23 novembre à 20 h 30 à la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, M. Foucher, professeur à Lyon II débatera des problèmes géo-politiques du Proche-Orient.

• Le G.R.I.P. (Groupe de recherche et d'information sur la paix) vient de sortir une brochure sur le pourquoi et le comment des euro-missiles. En 25 questions, cette brochure tente d'en faire le tour. A commander au G.R.I.P. : 22, avenue Maréchal-Foch, B 1030 Bruxelles.

• En soutien à Thierry Dubuisson, objecteur-insoumis, le Mouvement d'Informations et d'Études Libertaires (Villefranche-de-Rouergue) organise une soirée-débat vendredi 28 octobre à 21 h sur l'objection de conscience, l'insoumission et l'antimilitarisme. Projection du film : « Hotel des Invalides ». Une soirée similaire sera organisée à Rodez le 29 octobre au Centre social des quatre saisons.

• Le mouvement A.T.D.-Quart-monde, dans un communiqué nous fait part de la situation dans laquelle se trouvent nombre de familles. En effet celles-ci à cause de problèmes financiers importants sont purement et simplement expulsées de leur logement, ce qui prouve d'après eux (et d'après nous, aussi) que la formule de la loi Quillot «Le droit fondamental à l'habitat pour toutes les catégories sociales » reste une belle phrase courante de l'arsenal dialectique de tout bon politicien qui se respecte.

• Samedi 29 octobre à 17 h aura lieu à Marseille une conférence-débat sur le thème : « Militarisation de la société actuelle ». Pierre Cardona, de la revue *Avant de recherche* aura la tâche de traiter le sujet. Cette conférence se déroulera au Centre international de Recherches sur l'anarchisme. Au même endroit, mais le 19 novembre, une autre conférence sur J. Dejacque sera animée par N. Riffaut-Perrot à la même heure. C.I.R.A. 9, rue des Convalescents 13001 Marseille.

• La Libre Pensée organise à 20 h 30 au 12, rue des Fossés-Saint-Jacques une conférence sur le thème : « La guerre scolaire » par S. Berny et « La liberté scolaire de l'avenir » par M. Laisant, avec la participation de Jacqueline Marchand de l'Union Rationaliste et de T. Collet de l'Union Pacifiste. La parole sera donnée aux contradicteurs. Participation aux frais : 10 F.

LÉO FERRÉ
CHANTE POUR
RADIO-LIBERTAIRE
LE 13 DÉCEMBRE 1983 - 20 h
ESPACE BASF - M^e BALARD
IL EST PRUDENT DE RETENIR VOS PLACES
DÈS AUJOURD'HUI A LA LIBRAIRIE DU
MONDE LIBERTAIRE, 145, RUE AMELOT,
PARIS-11^e.

Editorial

La soif de représentativité a été la plus forte, et a transformé les élections pour les assurances sociales en une vulgaire bataille politicienne. Et si l'on avait, en se rendant au bureau de vote le 19 octobre, l'impression de participer à un quelconque enjeu politique, les résultats ont été à l'image des manœuvres des états-majors politiques et syndicaux.

« Victoire éclatante des syndicats réformistes », clament les partis de droite. La percée de F.O. est-elle due pour partie à Chirac déclarant « F.O. est mon syndicat » ? Si Bergeron est toujours attaché à l'indépendance syndicale à l'égard des partis et de l'Etat, qu'il s'attarde un peu sur l'infiltration par le R.P.R. de nombre de sections de sa confédération.

Quant à la C.G.C., rassemblement catégoriel plus que syndicat, affichant des positions de droite musclée, et la C.F.T.C., dont le sigle nous rappelle son allégeance de toujours à la papauté, c'est la cristallisation d'une opinion plus soucieuse de s'en remettre aux options politiques adoptées qu'à l'action syndicale qui leur ont profité.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont de leur côté payé leur soutien à un gouvernement plus soucieux de préserver les prérogatives patronales que d'offrir des perspectives de vie meilleure aux travailleurs, avec en toile de fond le tutorat du P.C.F. pour l'une, le ralliement à un certain nombre de thèses patronales pour l'autre. Comment ne pas rire quand Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., déclarant à Nancy au lendemain de ces élections « s'inquiéter de la politisation des syndicats », rappeler qu'ils doivent être indépendants des partis, de l'Etat et de l'église, et affirmer que le « P.C.F. ne s'immisce pas dans les affaires de la C.G.T. » ! Et Edmond Maire ne se décharge-t-il pas un peu rapidement de ses propres responsabilités lorsqu'il réfute toute « identité entre la représentativité politique et syndicale » ?

On ne peut se réclamer de la défense des intérêts des salariés quand par ailleurs on brade leur indépendance de classe au gouvernement, au patronat, au P.C.F. ou à l'église.

Nous proposons, dans les colonnes du Monde libertaire de rendre la gestion des fonds sociaux aux assurés eux-mêmes. Tout un chacun est à même de constater après ces élections, à quel point nous en sommes loin.

DES AMÉRICAINS À PARIS

OH, la belle kermesse que c'était, cette journée de soutien aux indiens d'Amérique ! Cependant, les organisateurs, le C.S.I.A. (1), Diffusion Inti et le M.R.A.P. sont un peu déçus, à peu près 750 entrées payantes, ... à 40 F. Très belles prestations de Phillip Deer, homme-médecine muskoguee (Oklahoma), leader de l'A.I.M. (2) et membre du cercle des Anciens, et de Thomas Banyacya, représentant des traditionalistes de la nation hopi (3). Non seulement ils ont su faire passer le message des premiers et seuls légitimes Américains, mais ils ont su, aussi, séduire leur auditoire par leur humour cinglant. Il est dommage que la traduction n'était pas à la hauteur, cela frisait même, par moment, la censure.

En revanche, nous restons très perplexes en ce qui concerne

les deux femmes boliviennes, Bertha Chuquimia et Matilde Colque. Matilde Colque est une vieille Quechuah, ne parlant pas espagnol, et qui semblait embarquée dans une histoire la dépassant. Elle nous a longuement parlé de la médecine traditionnelle des Indiens, art dans lequel elle excelle, mais au niveau politique du discours, nous réservons notre jugement. Quant à Bertha Chuquimia, cela frise le scandale. Selon certaines informations que nous tenons du Kollasuyu (4), Bertha Chuquimia serait la femme de Constantino Lima, député indien au parlement bolivien, figure historique mais contesté aujourd'hui par son parti, le M.I.T.K.A.I. (5). La députation l'aurait quelque peu fait dévier de ses objectifs initiaux. A noter aussi que Bertha Chuquimia est un peu le bras droit de Pedro Portugal, ancien secrétaire de Diffusion Inti, ex-



Photo Jacques de Bobigny.

clu, comme Constantino Lima, du 1^{er} congrès juridique du Tawantinsuyu qui s'est déroulé du 6 au 12 octobre à Paris, organisé par le M.I.P.W.A. (6) et le C.I.S.A (7). Nous attendons des informations très précises à ce sujet car le mouvement féministe qui est censé être représenté par ces deux femmes n'existerait pas ... affaire à suivre ! Pour conclure le tableau, une souscription était ouverte pour faire venir Constantino Lima en France, avec, comme publicité au stand du C.I.S.A. deux photos de lui, torse nu, beau malgré son âge... on croit rêver !
La musique assurée par Puka-Wara et Peru-Andino était de très bonne qualité, bien qu'il y ait eu des problèmes en coulisses !
A cette troisième foire-exposition de l'indianisme à Paris, Uk'amau de Radio Libertaire et Ici-et-Maintenant étaient pré-

sents et ont assuré une série de retransmissions en direct sur 89,5 et 96,6 MHz. A noter, l'attitude mesquine et lâche de M. Pac du M.R.A.P. qui semblait chagriné de voir apparaître une « publicité » pour Radio Libertaire, mais ce dernier a préféré nous ignorer plutôt que de s'expliquer. Pour conclure, il a été quand même possible d'entendre des discours intéressants et de nouer des contacts fructueux malgré l'ambiance mercantile. Uk'amau compte rediffuser l'intégralité de ces discours sur Radio Libertaire pour permettre à l'auditeur de juger par lui-même.

Uk'amau

- (1) Comité de soutien aux indiens d'Amérique.
- (2) American indian movement.
- (3) Arizona, groupe Pueblo.
- (4) Sud Pérou et Bolivie.
- (5) Mouvement indien Tupak-Katari.
- (6) Mouvement indien Pedro-Wilca Apaza.
- (7) Conseil des indiens d'Amérique du Sud.

COMMUNIQUÉ

A PRÈS plus de deux ans de vicissitude et de combats incessants (interdiction, saisie, etc.) Radio-Libertaire a enfin réussi à faire admettre l'existence légitime de la voix des anarchistes sur la bande F.M., grâce à la libération d'une 23^e fréquence.

En effet, dès que cette fréquence - 103,9 MHz - sera libre, Radio-Libertaire y émettra de 3 h à 6 h, de 13 h à 17 h et de 19 h à 24 h. Dans l'attente, R.-L. continue sur 89,5 MHz.

Cette étape victorieuse est le résultat des milliers d'efforts, petits et grands, fournis en France et à l'étranger, par tous ceux qui se sont battus pour une « voix sans maître ».

Il ne faut pas s'arrêter à cette première étape. Le combat continue. La voix des anarchistes doit pouvoir être entendue sur les ondes, 24 heures sur 24, à Paris, à travers toute la France, et dans le monde entier.

Il est indispensable de rester mobilisé pour cette nouvelle lutte. Tous ensemble, unissons nos efforts pour que Radio-Libertaire s'étende et se multiplie dans le monde entier.

Secrétariat de Radio-Libertaire

COMMUNIQUÉ COMMUN DE RADIO-MONTMARTRE ET R.L.

RADIO-Montmartre et Radio-Libertaire constatant l'impossibilité technique actuelle d'émettre sur deux fréquences séparées, attribuées à l'une et à l'autre des stations, décident d'émettre, à part égale, sur la même fréquence, suivant les modalités principales suivantes :

• Heures d'émission :

Radio-Montmartre	Radio-Libertaire
0 h à 3 h	
	3 h à 6 h
6 h à 13 h	
	13 h à 17 h
17 h à 19 h	
	19 h à 24 h

- Radio-Montmartre et Radio-Libertaire souhaitent obtenir une autorisation d'émettre séparée de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, correspondant à l'identification précise de leur but respectif, devant permettre à l'une et à l'autre des stations de revendiquer l'attribution d'une fréquence propre.
- La fréquence sur laquelle émettront définitivement Radio-Montmartre et Radio-Libertaire est : 103,9 MHz dès que cette fréquence sera libre.
- Dans l'attente Radio-Montmartre continuera d'émettre sur 90,7 MHz et Radio-Libertaire sur 89,5 MHz.

Radio-Montmartre - Radio-Libertaire

DANS LES CASERNES ROSES LES ÉLECTIONS À ANTONY

DANS les casernes comme ailleurs, les promesses socialistes sont parties en fumée depuis belle lurette.

Olivier Lacour-Grandmaison, Laurent Fritz et Etienne Patoor, trois appelés stationnés en R.F.A. (et militants de la Ligue communiste révolutionnaire) ont pu le constater. Ils ont signé une pétition réclamant le retrait des troupes étrangères basées en R.F.A. et ont rédigé et diffusé un journal reprenant les revendications des comités de soldats (service à six mois, liberté d'opinion dans les casernes, etc.).

Arrêtés, ils risquent entre 6 mois et 2 ans de taule. Motifs officiels : « incitation d'un ou plusieurs militaires à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline » et « violation d'une consigne donnée à la troupe en introduisant des textes sans autorisation et en se livrant à des activités de propagande politique ou syndicale contraires au Règlement de discipline générale des armées ».

Jamais depuis 1974, la répression n'a été aussi forte contre ceux qui ouvrent leur gueule sous l'uniforme. Rappelons pour mémoire l'article 9 du projet

du P.S. sur la réforme du Service national : « la liberté d'opinion est garantie aux appelés. Ils peuvent notamment recevoir les journaux et livres de leur choix ». Sans commentaire !

Même si nous, anarchistes, ne nous faisons aucune illusion sur l'efficacité de la lutte dans les casernes et lui préférons le refus pur et simple de l'embrigadement, nous ne pouvons qu'être solidaires de ces trois soldats emprisonnés et suivre de près cette nouvelle escalade dans la répression contre la liberté d'expression.

Gil
Gr. Libertad



COMME à Dreux, Sarcelles, etc. les élections d'Antony représentaient pour la gauche en général et le Parti communiste en particulier un enjeu important : il s'agissait d'endiguer la reprise des mairies anciennement P.C. par le R.P.R.

Antony voyait s'affronter une liste conduite par les communistes à celle menée par un R.P.R. plutôt musclé : Devedjian, tête de liste, qui s'est fait la main dans le groupuscule d'extrême droite « Occident », Y. le Callou, une des têtes pensantes de la Nouvelle Droite et secrétaire du Club de l'horloge, un représentant du pétainisme SNPMI et l'on en passe.

Le mélange était explosif et les étincelles n'ont pas manqué. Le Parti communiste accuse Devedjian d'avoir été condamné à la suite d'un matraquage auquel il a participé dans sa folle jeunesse fascisante, le R.P.R. réplique en distribuant des extraits de casier judiciaire vierge de son candidat (casier B) ; les tracts d'un bord comme de l'autre sont remplis d'injures, on se traite allègrement d'escrocs, de voleurs, on s'accuse mutuellement d'attentats et de provocations.

La présence fort voyante des centaines de gendarmes et de jeunes gens bien mis portant de grands imperméables hakis n'était pas faite pour calmer les esprits. Par delà cette ambiance, on peut se demander sur quel critère les Antoniens ont pu voter : pas plus le R.P.R. que le P.C. n'ont émis une seule proposition ; en revanche, dans un beau dépliant en couleur de 12 pages nous avons pu faire connaissance avec M. Devedjian : Monsieur à l'université, à l'armée (c'est à la première qu'il s'est entraîné pour la seconde), Monsieur se marie ; Monsieur, Madame et leurs quatre bambins ; Monsieur à son travail ; Monsieur avec les leaders de la droite, Monsieur jouant à la baballe avec son fils ; etc., etc.

Antony est la preuve — s'il en fallait une — que les affaires de la gauche ne s'arrangent pas : la droite la plus extrême se sent des ailes et a le vent en poupe ; le mécontentement est tel que la mouvance réactionnaire est peu regardante sur les moyens à employer pour le faire s'exprimer.

La gauche va mal, la droite se sent mieux, l'appât du pouvoir exacerbe les conflits politiques qui, malheureusement, trouvent encore une clientèle ouvrière. Il faudra qu'elle réagisse vite si elle ne veut pas se faire châtrer par un parlementarisme stérile. Et à ce moment-là, le choix ne sera pas gauche ou droite, mais révolution sociale et égalité économique ou réaction et société de classes.

Gr. Fresnes-Antony

ET LA LAICITÉ : NOM DE DIEU !!

A droite, Guiberteau jubile, et malgré les grincements de dents de Guermeur, Debré et consort, l'épiscopat et l'U.N.A.P.E.L. ont gagné une manche. Bouchaireissa pour le C.N.A.L. faisait triste figure. Pour la F.E.N. « le texte du gouvernement a évolué dans notre sens... reste à savoir s'il a suffisamment évolué pour être considéré comme une base de négociation ». Laissons la F.E.N. à ses hautes considérations, et voyons si vraiment les propositions de Savary tiennent compte des projets socialistes (syndicaux ou gouvernementaux) quant à la construction du grand service public et laïc d'éducation.

Avant d'examiner les trois groupes de travail proposés par Alain Savary, jetons un coup d'œil sur les objectifs du système éducatif. « La liberté de l'enseignement est un principe acquis de notre démocratie... Il contribue à l'expression du pluralisme des choix à l'égard de l'éducation ». Le pluralisme, la liberté d'ouvrir des écoles c'est l'acceptation gouvernementale du dualisme scolaire. L'enseignement privé à 90% catholique a voix au chapitre. S'appuyant sur la diversité des besoins pédagogiques, des choix d'éducation des parents, Savary propose l'autonomie des établissements scolaires qui pourront mettre en place leur pro-

pre projet : les activités confessionnelles seront inscrites aux emplois du temps. Où sont la liberté de conscience, la neutralité laïque ? Les établissements privés sous contrat, dirigés par un conseil d'établissement paritaire : représentants de l'Etat, élus locaux, et hiérarchie catholique s'appelleront dorénavant établissements d'intérêt public. Le secrétariat général de l'enseignement catholique n'a donc aucune crainte de voir disparaître le poids pédagogique de l'église ni celui de l'appareil gestionnaire. La liberté de conscience pour le gouvernement relève de l'intégration pure et simple d'un enseignement religieux dans l'éducation nationale et surtout du maintien de ses privilèges.

Pour faire avaler cette pillule amère le ministre propose trois groupes de travail jusqu'en 1986.

Premier point pour les laïcs : il y aura harmonisation des ouvertures et fermetures de classe. Principe déjà acquis au cours de la dernière rentrée scolaire. Rappelons brièvement qu'un établissement privé n'avait pas besoin de l'inscription effective de nouveaux élèves pour obtenir une rallonge budgétaire. Depuis deux ans, le gouvernement impose l'austérité à l'Education nationale ; ce qui se traduit par aucune création de poste en 83, tendance maintenue pour l'an prochain. Il eut

été indécent de voir des largesses offertes au secteur privé alors que parallèlement le public ploie sous le nombre des effectifs et des manques de postes.

Les personnels du privé qui le désireront pourront être titularisés sur place : la C.F.T.C. grogne, mais ce point ne sera certainement pas une pierre d'achoppement. Savary va au-delà des souhaits des tenants du privé, dans la mesure où il garantit « l'organisation des enseignements religieux dans le cadre des options choisies par les familles, quel que soit le type d'établissement ». Est-ce à dire que d'ici 1986, l'équipe pédagogique sera renforcée d'un prêtre, ou d'un rabbin ? La dynamique enclanchée par les propositions Savary s'approche d'une privatisation du public et non d'une nationalisation laïque de l'enseignement confessionnel.

Le second groupe se penche sur des problèmes pédagogiques :

- Les chefs d'établissement qui aujourd'hui dans les écoles confessionnelles embauchent le personnel seront en dernier ressort nommés par l'autorité publique.

- La mise en concurrence des établissements entre eux par le biais de projets pédagogiques : l'équipe éducative s'institutionnalise et est soumise à la hiérarchie.

- Le libre choix des parents dans le cadre d'une carte scolaire assouplie : le projet d'établissement déterminera leur préférence. L'abandon de la carte scolaire, qui imposait aux familles des établissements scolaires dans un secteur géographique déterminé, ouvre la porte à toutes les ségrégations sociales ou ethniques.

Enfin le troisième groupe se penche sur le mode de rapport organique entre Etat, collectivités locales et épiscopat. S'appuyant sur la loi de décentralisation, Savary assujettira les établissements d'intérêt public non seulement aux politiques contradictoires des élus locaux, mais également à la hiérarchie catholique par le biais de ses représentants sur le terrain ou sur un plan national. Les méthodes envisagées par le ministre pour mettre en place son projet passent par une concertation nationale et une expérimentation, sur zones et durées précises.

Pour conclure, nous pouvons dire que les propositions ministérielles imposeront un éclatement du service public. Où sont passées l'abrogation des lois anti-laïques, la construction d'un vaste service public, unique et laïc, de Mitterrand ?

Les forces de gauche applaudissent. Pour Joxe, Savary rappelle « les principes fondamentaux du système éducatif fran-

çais », la C.F.D.T. est à la recherche de solutions urgentes, novatrices ; le P.C. reste silencieux ; la F.E.N. approuve implicitement ce projet.

Accepter le dualisme scolaire revient à maintenir un double enseignement, avec à la clé : les privilèges des bonnes écoles, et le fourre-tout des quartiers populaires. Subventionner des enseignements religieux ou à caractère propre quand l'entreprise publique se lézarde n'est-ce pas renforcer l'école de classe ? Les directions politiques ou syndicales auront à s'expliquer ! Les enseignants et les parents d'élèves qui ont participé au rassemblement du Bourget, organisé par le C.N.A.L. en 1982, risquent de ruer dans les brancards.

Fin novembre, des rassemblements laïcs régionaux se tiendront. Il nous revient de faire entendre une voix discordante dans ce concert de conservatisme. Une école autonome, décentralisée n'est pas une école aux mains des forces réactionnaires. Les syndicalistes, les laïcs doivent renverser la vapeur et imposer un rapport de force favorable à l'abrogation des lois anti-laïques et à la construction d'un service unique et laïc de l'éducation.

Thyde Rosell

ÉLECTIONS SÉCURITÉ SOCIALE : QUEL BILAN ?

LES résultats des élections à la Sécurité sociale ont été à la mesure de ce qu'on pouvait attendre. Ces élections d'un genre particulier peuvent ainsi donner l'impression qu'un profond bouleversement des rapports de force entre organisations syndicales est en train de s'opérer. Tout ce que le pays compte de réactionnaires en fait des gorges chaudes... Qu'en est-il dans la réalité ?

La faible mobilisation des salariés

L'ambiguïté majeure de ce scrutin tient en peu de choses : on refuse d'en faire des élections politiques, mais les électeurs doivent se déplacer au même bureau de vote que lors des élections politiques ; les syndicats représentatifs peuvent seuls présenter des candidats, mais c'est dans l'entreprise qu'ils existent et qu'ils ont une influence. Hors des murs de l'usine, dans la commune, on a pris l'habitude depuis longtemps de laisser galamment le terrain aux partis politiques. Comment s'étonner que les syndicats aient eu toutes les peines du monde à mobiliser leurs électeurs ?

Ces élections devaient théoriquement se faire sur le temps de travail et les patrons se devaient d'accorder des facilités d'horaires à leurs salariés pour leur per-

mettre de voter. En fait, très peu nombreux sont les salariés qui ont bénéficié de cette règle, chaque patron estimant que chacun pouvait passer par le bureau de vote en venant à son travail ou en s'en retournant chez lui. De ce fait, la participation au scrutin s'en est ressentie.

Lorsqu'une élection se déroule non seulement pendant le temps de travail, mais également sur le lieu de travail (comme c'est le cas pour les élections professionnelles), la participation dépasse les 70%. Les salariés ont du mal à considérer comme syndical un vote qui se déroule à la mairie...

La mobilisation de la droite

Certaines forces politiques n'ont pas hésité à se saisir de ce scrutin comme d'un moyen d'expression et de pression politiques. Et il faut bien constater que de ce côté la mobilisation a été forte. Il est significatif par exemple que, d'après des sondages effectués à la sortie des bureaux de vote, la C.G.C. recueille 28% des voix... des étudiants ! Ce sont bien les étudiants issus de la bourgeoisie, parmi lesquels grenouillent tous ces groupuscules fascistes qui rêvent de faire d'Assas le modèle de toutes les facultés, qui se sont déplacés. Il suffit d'ailleurs de se souvenir de la

vigoureuse campagne du « syndicat » étudiant de droite, l'U.N.I., appelé à voter contre la C.G.T. et la C.F.D.T. En contrepartie, quelle propagande a été réalisée par les syndicats étudiants de gauche, notamment les deux U.N.E.F. ? Rien !

Il ne faut pas oublier, bien sûr, le handicap que constituait l'apport de différents couches sociales peu soucieuses de syndicalisme : les étudiants bien sûr, mais aussi les retraités, les militaires... C'est pour cela que les résultats de ces élections (on le savait déjà avant) peuvent difficilement donner lieu à des comparaisons serrées, y compris avec les élections prudhomales de 1982 dont la population est sensiblement différente (treize millions d'électeurs contre vingt-huit millions aux caisses d'assurance-maladie).

Vote politique ou vote syndical ?

Par sa vigoureuse campagne, la droite a voulu politiser le débat, en ramenant l'enjeu du scrutin à un affrontement droite-gauche. Mais il est difficile de penser qu'elle a été suivie. Bien sûr, certaines catégories sociales privilégiées ont voulu émettre un vote d'opposition au gouvernement en votant pour des syndicats se situant plus dans l'opposition

qu'aux côtés du gouvernement. Mais dans l'ensemble, les salariés, les plus nombreux, ont voté « syndical » plus que politique. Comment pourrait-on expliquer sinon que la C.G.T., avec ses 28%, fasse deux fois mieux que le P.C.F. aux dernières élections ?

Enfin, même s'il ne semble pas que le patronat se soit trompé d'adversaires en désignant notamment la C.G.T. et la C.F.D.T., cela ne veut pas dire pour autant qu'il faut classer à droite les militants de F.O. Ce sont donc au total plus de 70% des électeurs qui ont accordé leur confiance à des syndicats qui se réfèrent à la lutte des classes, même si son expression est souvent bien édulcorée.

Un bouleversement définitif ?

A peu près au même moment, on apprenait les résultats cumulés des élections aux comités d'entreprise de 1982 (portant donc sur la moitié des salariés du secteur privé ou nationalisé). Ces résultats situent la C.G.T. en recul de 4,2 points à 32,3%, cette baisse profitant d'abord à la C.F.D.T. (+ 1,5 point à 22,8%), puis à F.O. (+ 0,7 point à 11,7%), la C.G.C. devant se contenter de 7% et la C.F.D.T. de 3% !

Voilà bien la vraie réalité syndicale du pays, celle qui se situe

dans l'entreprise ! Les résultats spectaculaires du 19 octobre, montrant F.O. talonnant la C.G.T. et devançant la C.F.D.T., tandis que C.G.C. et C.F.T.C. tendent à s'installer parmi les grands, tout cela c'est du pipeau ! L'addition des votes de mécontents ne produit pas des militants et ne multiplie pas les adhérents !

Ce ne sont pas les anarchistes qui peuvent se réjouir d'un recul des syndicats les plus combattifs au profit de ceux qui souhaitent continuer à gérer les caisses à parité avec les patrons. Il est difficile aussi de penser que le maintien d'un statu quo suffirait à nous satisfaire.

Car au-delà de toutes les raisons qui minimisent le recul du syndicalisme, l'évidence est bien là, visible dans les évolutions à l'échelle des dernières décennies : le syndicalisme tend à se modifier, à se ramollir et à perdre toute vigueur. Pour nous, anarcho-syndicalistes, l'attitude timorée des deux confédérations apparaissant malgré tout toujours comme les plus radicales a pesé lourd dans la démobilité. Les béni-oui-oui de la C.G.T., tout comme les artisans du « recentrage » de la C.F.D.T. viennent de recueillir les fruits de leur politique.

Alain Sauvage

CHAPELLE DARBLAY :

UN COMMANDO ET LES FLICS INTERVIENNENT !

UNDI 17 octobre, 2 heures du matin, un commando de cadres, portant cagoules et matras, pénètre dans l'enceinte de l'usine Chapelle Darblay de Grand Couronne, vient à bout rapidement du piquet de grève et ouvre les barrières, faisant entrer dans l'usine deux cents personnes (cadres, agents de maîtrise et quelques ouvriers non grévistes) que l'on a amenées en car.

Les grévistes, avertis, arrivent sur les lieux, mais les C.R.S., en nombre, protègent les non-grévistes.

A 7 heures, à l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, c'est un tout autre scénario : les cadres et les ouvriers ne participant pas à la grève se présentent aux portes (comme l'avait demandé l'administrateur judiciaire M^e Levet). Les occupants les laissent entrer. Mais dans la matinée, lorsque l'huissier vient pour ordonner aux ouvriers licenciés de sortir de l'usine, c'est l'huissier qui sort ainsi que les non-grévistes, invités à cela par les ouvriers occupants. L'après-midi, ils reviennent avec la ferme intention de rentrer. La tension monte, les coups pleuvent ; l'huissier et un non-gréviste sont blessés. Les flics interviennent à nouveau pour protéger les non-grévistes. Aussitôt, les ouvriers des usines alentour sont avertis, et ce sont deux à trois cents personnes qui viennent en renfort. Il n'y a pas affrontement et les ouvriers regagnent du terrain sur les flics et les non-grévistes.

A 17 heures, les cars de police s'en vont.

Bref retour en arrière

Depuis le 1^{er} septembre, les ouvriers de la Chapelle Darblay occupent les deux usines et font tourner quelques machines de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, sous leur contrôle (voir M.L. n° 494 et 496). Lorsqu'il y a manque de matières premières, les grévistes vont se servir là où il y en a, volant un camion de soude à Rhône-Poulenc, allant chercher du kaolin sur le port ou, carrément, détournant une péniche de fuel. Ils profitent même d'une manifestation à Paris pour s'approprier des documents dans la maison-mère (voir M.L. n° 500). Des actions très sympathiques,

donc.

Le problème, c'est que la C.G.T. n'a pas envie que les ouvriers prennent en main la boîte définitivement, sous forme de coopérative ou autre ; l'occupation et la fabrication du papier ne servent qu'à faire accélérer les négociations.

Fabius, ministre de l'Industrie, n'a pas l'intention de négocier et laisse pourrir la situation.

La création d'un collectif non gréviste

Le mois de septembre se termine et les payes, forcément, n'arrivent pas, la combativité de certains commence à s'éteindre.

Les cadres C.G.C. en profitent et créent un collectif, le collectif Saint-Aubin (que les ouvriers-grévistes appellent le comité Mimosas), acceptant le plan Parenco et demandant à reprendre le travail, normalement, sans les licenciés. La C.F.D.T. rejoint la C.G.C., et ce sont cinq cents personnes sur deux mille employés qui font partie du comité.

La C.G.C. de l'usine Grand-Couronne (oui la C.G.C., pas « des cadres »), porte plainte contre les occupants et gagne son procès. La direction de Saint-Etienne-du-Rouvray fait de même et gagne également. Les occupants doivent libérer les locaux le 17 octobre et le travail doit reprendre, comme le stipule le plan Parenco, c'est-à-dire avec cinq cents personnes licenciées.

La suite, c'est l'intervention du commando et des flics.

Quelques points à signaler

On a pu voir la collusion entre la C.G.C., la C.F.D.T. et quelques gens de droite pas sympathiques du tout et, d'après les ouvriers de la Chapelle, des agents de maîtrise C.F.D.T. achetés par la direction, leur promettant des postes plus élevés.

Du côté de la C.G.T., tout n'est pas rose non plus : depuis quelque temps, un certain nationalisme prend le dessus : la volonté de voir un plan français pour sauver la Chapelle-Darblay, d'une part, et des

drapeaux bleu-blanc-rouge un peu partout, des slogans à la limite de la xénophobie, d'autre part. (Il serait intéressant de savoir ce qu'en pensent les immigrés bossant aux papeteries).

Vers le dénouement

L'Etat socialiste a donc envoyé les flics avec casques et matras contre les travailleurs en lutte (c'est la troisième fois dans la région en moins d'un mois, après les cheminots et les lycéens). Fabius, parce qu'il a signé un accord avec Parenco, va jusqu'au bout de sa logique, ce qui veut dire 1 500 licenciements à la Chapelle-Darblay d'ici trois ans.

Les travailleurs n'ont vraiment rien à attendre d'un quelconque Etat, mais il faudrait qu'ils dépassent les mots d'ordre C.G.T. pour prendre véritablement leurs affaires en main.

Aujourd'hui, 18 octobre, les ouvriers ont perdu l'usine de Grand-Couronne, toujours gardée par les C.R.S., mais ils continuent à fabriquer dans celle de Saint-Etienne-du-Rouvray où les flics sont attendus d'un jour à l'autre. Les cailloux, camions et bulldozers sont prêts dans certains endroits stratégiques.

A suivre, pour un dénouement peut-être pas très gai.

Jean-Pierre (groupe de Rouen)

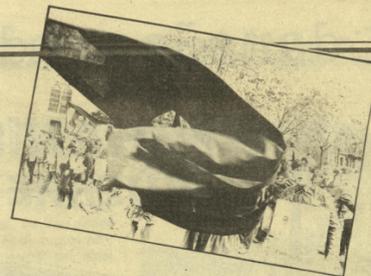
Dernière heure

Jeudi 20 octobre, des militants C.G.T. (plus de cinq cents) manifestaient devant l'usine de Grand-Couronne pour que les délégués C.G.T. réintègrent leur local syndical. Réussite, puis évacuation par les C.R.S. Les harcèlements ont duré tout l'après-midi. Nous reviendrons sur ces événements.

Un mot pour finir : devant le local provisoire à l'entrée de l'usine, il y avait des drapeaux bleu-blanc-rouge. Il y a deux couleurs de trop, disait un licencié C.G.T. C'est le moins qu'on puisse dire.

F.B.

LE MONDE LIBERTAIRE



L'art est subversif ou il n'a aucune raison d'être. Faire de beaux objets pour décorer leurs salons ce n'est pas être un artiste, c'est être un libéral bourgeois. Faire du réalisme socialiste, ce n'est pas être un artiste, c'est être le larbin d'une cause et pour aussi belle que soit la cause, elle n'est plus défendable à partir du moment où elle demande une soumission. Être artiste, c'est tous les matins devant sa création, commencer par être subversif vis-à-vis de soi-même, se remettre en question chaque jour, pour pouvoir à travers son œuvre se battre contre le monde qui nous entoure et le changer. Être artiste, c'est être subversif non seulement par son travail, mais aussi par la parole, par l'écrit, dans chaque geste, dans tous les moments de la vie. La création est un tout. Créer, c'est remettre en cause les choses telles qu'elles sont, pour les remettre à de plus grandes plénitudes, créer, c'est contester au monde le droit de nous imposer sa volonté.

« 4 PETITS BOUQUINS »

● PETIT PRÉCIS D'IDENTITÉ

Je, — c'est-à-dire moi — est un glacier ; je suis désormais un glacier, je descends lentement de la montagne vers la vallée, vers le torrent et l'eau : la ville et les autres. Et je, — c'est-à-dire le même — ne veut plus chaque fois repartir à zéro, ne veut point redevenir neige ou pluie pour se glacer à nouveau et recommencer une fois de plus son irrémédiable chute...

Je, — c'est-à-dire glacier — a laissé quantité de moraines sur ses flancs tout au long de sa descente, il va doucement vers la fonte et je, — lui — ne désire plus (comme un film projeté à l'envers) reprendre ces cailloux et ces rochers dans son lit.

Désormais dans la vallée, la ville et les autres m'attendent !

Dans un incessant aller/retour du livre au livre, des cimaises aux cimaises, le poète moderne est sorti du livre comme il est sorti du mur. Il s'est impliqué totalement, non seulement dans son écriture, mais dans sa totalité avec sa voix et son corps, son texte maintenant n'est que l'aspect résiduel du poète et de sa multitude (voix et gestes compris).

Dans un incessant aller/retour de l'origine à l'ailleurs, le poète moderne a bâti des réseaux et il ne cesse de confronter son dire (dire contre dire) et il ne cesse de confronter son faire (faire contre faire).

De la concrétude au signe, nous sommes entrés dans la vie pour plonger dans le silence et c'est à ce prix que nous avons gagné la parole : son verbe, son timbre et ses gestes (Op. Cit.).

En d'autres lieux communs et urbains que certains appellent « lieux d'aisance » cela s'est baptisé « Mail- Art » ou « Performance » mais il s'agit là de notre invention. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à nos travaux du début des années soixante.

● PETIT MANUEL TECHNIQUE

« Je livre, ils livres » puisqu'il faut en passer par là. « La revue d'avant-garde dans ce laboratoire où solitaire je me retire, je suis 1 000 ».

Car la splendide rupture, la splendide transformation révolutionnaire ne sera pas issue de l'informatique, mais de la re-production photographique ; c'est-elle, elle, qui a permis l'offset, un champ offert à toutes les li-

bertés, soit l'invention de nouvelles contraites de son propre choix, du mien en particulier. Le passage du manuscrit (gravé, tracé, écrit) à la typographie ; s'il fut une multiplication apportée à la (re)production du poète l'obligation. Le passage de la typographie (expression/impression) à l'offset fut une égale multiplication mais ramena au texte son identification : retour au manuscrit global (ce que sort de la main par un itinéraire rare et secret), retour au manuscrit multiplié. La création dès son origine et sous toutes ses formes d'unique devient plurielle et le poème après les vaines tentatives typographiques des siècles écoulés devient enfin, avec nous et par l'offset illimité.

● PETIT OUVRAGE PLEINE PEAU

Et nos tentatives continuent :
• Pour baisier, pour baisier les machines y compris les machines de guerre qui nous approchent toujours de plus près, il faut changer de forme, toujours changer de forme.

• Il n'y a plus qu'une façon de penser, une seule manière de réfléchir, c'est l'absorption in cortex-square du chaos : se laisser dériver dans la/les (une/des) contradiction(s).

• Du premier feu au dernier souffle nucléaire l'histoire de l'art n'est que le répertoire des ruptures.

• La liberté de temps en temps, d'un texte à l'autre ne doit pas empêcher l'éclosion du « N'importe-Quoi ».

• C'est je, — dieu sur la touche — qui lance des éclats métaphysiques qui se matérialisent dans le poème.

• Et je, — cet autre — n'oublie jamais le dialogue de sourd à l'intérieur de soi.

● PETIT APPENDICE PERSONNEL

Ajouterai-je pour le lecteur que sur mon épaule gauche j'ai un tatouage qui représente un trèfle à quatre feuilles en forme de pensée verte ; sous le tatouage il est écrit : « Poème désuet ».

D'autre part, il est acquis que j'imite à la perfection les différents animaux de la nuit (chouette, crapaud, grillon, etc.).

• Enfin, le plaisir est.

Ces trois précisions n'ayant rien à voir avec tout ce qui précède.

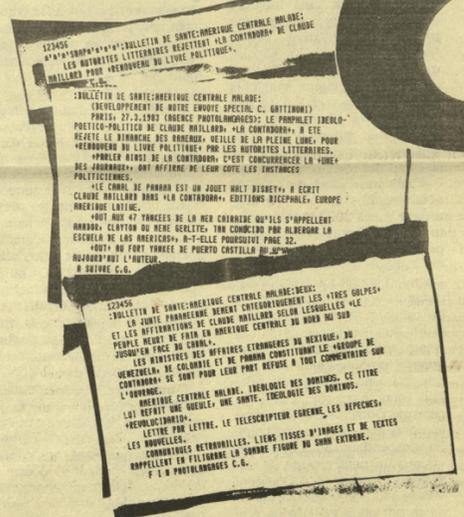
Julien Blaine



Touzot

CLAUDE Maillard me déclin-écrivain veut soigner les pays comme elle soigne ses malades. Elle nous présente ici à travers un détournement humoristique de dépêches d'agence en parallèle à son livre : « La Contadora », une dénonciation de ce qui se passe sur cette île qu'elle aime tant.

Servin



LES VAUTOURS FESTOIENT QUAND BUÑUEL TRÉPASSE

aurai pu me joindre cet été aux troupeaux de vautours qui planaient autour du corps à peine froid de Bunuel, à cette presse moribonde semblable à des flâques de boue déformant par un reflet trompeur les visages pourtant sincères des paumés de « Los olivados ». Au sein de cette récupération n'avons-nous pas vu jusqu'à la cure-taille soulever une fois de plus sa soutane pour se laisser pénétrer par le mensonge : les enfants de cœur ne suffisent-ils plus ?

Bunuel a bien assez craché sur l'église, l'armée, la bourgeoisie pour qu'il ait notre sympathie ; par sa sensibilité il n'a pu rester imperméable aux folies des pouvoirs qu'ils se cachent sous la croix ou la médaille. Il a dû ainsi puiser dans ce qui n'est pas contrôlable, à savoir le rêve, pour essayer de nous toucher dans ce qui n'est pas chez chacun de nous trop encombré par nos préjugés. Il n'est pas dans mon propos de dire qu'il y ait réussi ou non, et cela n'est pas important dans la mesure où mon interprétation serait bien trop partisane. Quoi qu'il en soit il existe une déclaration de Bunuel sur laquelle j'aimerais insister et qui déclencha à l'époque bien des polémiques. « L'âge

d'or est un appel au crime », ne voit-on pas dans cette phrase la dimension passionnée et extrémiste de toute déclaration surréaliste et n'y a-t-il pas un rapport même éloigné lorsque dans un cinéma plus récent, celui de Wim Wenders, l'on peut voir dans la scène finale de « L'état des choses » le personnage principal se servir d'une caméra comme d'une arme. Avoir des comptes à régler avec les structures qui gèrent nos sociétés, avoir des comptes à régler avec le cinéma (« L'état des choses »), dans les deux cas, le réalisateur est investi dans les événements qui font l'actualité.

Il est maintenant bien difficile de provoquer comme Bunuel a pu le faire à son époque. A l'exception de quelques retardés qui en sont encore à avoir la bible comme livre de chevet, il est de bon ton d'apprécier les défilés iconoclastes d'une bande d'artistes que la norme des salons considère comme les allumés contemporains et que l'on a bien vite fait de ne pas prendre au sérieux. Bunuel était de ces artistes, il n'était pas (dans ses films) le défenseur d'une cause politique, il était l'homme qui couchait sur la pellicule : le rêve, la liberté. Ces deux mots n'ont de carte dans aucun parti.

Jean-Claude Luysen

TIQUE URBAINE... INTERVENTION ARTISTIQUE URBAINE... INTERVENTION ARTISTIQUE URBAINE... INTERVENTION ARTIS



GRANDE-BRETAGNE

Des syndicats britanniques ont réussi à bloquer depuis début juillet le navire « Atlantic-Fisher » dans le port de Barrow-in-Furness, au nord-ouest de l'Angleterre. Ce navire avait été loué afin d'immerger des déchets nucléaires, or, tandis que deux syndicats des chemins de fer britanniques refusaient le transport des déchets, le syndicat des marins de son côté refusait d'ouvrir les portes des écluses à l'« Atlantic-Fisher ».

Ce navire avait également été loué pour ramasser 5 500 tonnes de déchets dans le port belge de Zeebrugge. Comme leurs camarades anglais, des syndicats belges, dont l'Union des syndicalistes du chemin de fer, ont annoncé qu'ils s'opposeraient à tout transport de déchets nucléaires. La détermination de ces syndicalistes est un bon exemple de résistance active contre les technocrates et l'Etat, et devrait inciter les travailleurs à utiliser de manière offensive leurs organisations de classe, à intervenir sur tous les terrains pour parvenir à leur émancipation.

POLOGNE

Le plenum du Comité central du parti communiste s'est tenu les 14 et 15 octobre dernier à Varsovie : consacré aux « questions idéologiques », il s'est déroulé sans problème pour Jaruzelski qui cumule les titres de ministre de la Défense, Premier secrétaire du parti et de chef du gouvernement, et obtient pour l'instant un soutien satisfaisant des dirigeants du Kremlin, confortant ainsi sa position. Soucieux de ne pas heurter de plein fouet une classe ouvrière qu'il ne con-

trôle pas, Jaruzelski s'en est principalement pris à l'église, passant ainsi sous silence les origines sociales et économiques de la révolte polonaise, préférant agiter l'épouvantail clérical pour justifier la répression. Mais le peuple polonais, qui subit des conditions de vie très difficiles (pénuries, inflation planifiée...) peut être convaincu d'une rapide amélioration de sa situation : Jaruzelski a annoncé son intention de « renforcer l'idéologie marxiste-léniniste » à travers le pays !

Tous les discours idéologiques, d'ailleurs souvent peu rationnels pour des tenants du « socialisme réel », ne feront pas oublier qu'il existe une lutte de classe bien réelle en Pologne.

CHINE

Le socialisme chinois n'est, pas plus que tout autre système étatique, en mesure de dissoudre les contradictions socio-économiques à l'origine de la « délinquance » : aussi les campagnes de lutte contre la criminalité se poursuivent avec leur cortège d'exécutions sommaires.

Le gouvernement de Pékin s'est dernièrement défendu que cette répression couvre des motifs d'ordre plus politiques : des exécutions de membres de la communauté tibétaine ont provoqué des réactions de protestation en Inde. Les tournées successives effectuées courant octobre par les ministres de la Sécurité et de la Justice chinois en R.F.A., Grande-Bretagne et France pour s'informer des pratiques occidentales en matière de lutte contre la criminalité, nous confirme bien qu'il existe une réelle coalition des Etats, du fait de leur nature essentiellement policière et par-delà leurs différentes idéologies.

AFGHANISTAN : LA GUERRE AU JOUR LE JOUR



Photo Ghislain Bellorget

L'embuscade

Le 25 juillet, nous sommes réveillés très tôt dans la nuit par un de nos traducteurs moudjahid qui arrive en messager porteur de mauvaises nouvelles. Il faut immédiatement partir dans un village à une heure de marche pour soigner deux moudjaheddines blessés. Un autre aurait été tué. Le médecin est malade et sous tranquillisants. Une infirmière est déjà partie hier soir pour un bébé malade. La seconde infirmière part aussitôt à cheval. Nous la rejoignons à l'aube. Un blessé au ventre vient de mourir. Amine Wardak nous raconte l'histoire.

La moitié du commando de son frère Mustapha (18 hommes) était en embuscade le long de la route Ghazni-Kaboul (un des commandos de Ghazni s'appelle « les briseurs de bouddhas » !). Ils attendaient un moment favorable pour attaquer la queue d'un convoi soviétique. Un convoi trop fortement armé était passé le 23 et ils avaient renoncé. Le 24, à 6 h du matin (le jour se lève à 4 heures) un convoi très important s'avance. Les 3^e et 4^e chars s'arrêtent à leur hauteur et des soldats sautent de camions derrière. Ils ne sauront pas s'ils ont été trahis, mais ils ouvrent le feu et jusqu'à 4 h de l'après-midi ils seront poursuivis par des forces beaucoup plus importantes qu'eux, aidées par des hélicoptères qui bombardent le village le plus proche. Amine annonce le bilan : « Huit chars ont été détruits, mais nous avons eu quatre morts et quatre blessés, et c'étaient des hommes de notre meilleur commando, celui de Ghazni » — « Et dans ce village bombardé, il y a eu des victimes civiles ? » — « Non, il n'y a eu qu'une femme tuée » (!).

Madouali, le chef du commando, a été tué (Mustapha était resté à Ghazni, une ville aux mains des soviétiques mais où les moudjaheddines peuvent entrer et sortir de nuit). Ce chef de commando était fiancé depuis trois mois. Sa fiancée va devoir épouser son beau-frère, un homme handicapé. Ainsi en a-t-on décidé pour elle. La mort de Madouali est durement ressentie dans tout le Geratu. Les tirs pour raison de fête ou d'entraînement vont être bannis pour trois mois. Un journaliste qui ira sur les lieux de l'embuscade dix jours plus tard apprendra, de source paysanne du village bombardé que

deux blindés ont été atteints par les roquettes et qu'un troisième avait sauté sur une mine. La guerre psychologique a toujours consisté à multiplier les pertes de l'adversaire, c'est bien connu.

Le rendez-vous manqué de Maidan

La mission médicale de Médecins du monde s'est toujours divisée en deux, une équipe prospectant le Wardak, l'autre Maidan, une région à 30 kilomètres au sud de Kaboul où les activités militaires sont plus intenses. Cette fois, il n'y a pas de mission à Maidan et nous allons nous rendre compte de la situation et des besoins sur place.

Après trois jours de marche nous prenons un bus qui emprunte le soir seulement la route Ghazni-Kaboul et qui nous dépose à Durani, à 30 kilomètres de Kaboul. A 800 mètres de Durani, à la nuit tombante, nous pouvons voir les restes calcinés de camions et de deux blindés dont l'un est complètement éclaté, probablement par une mine. L'embuscade a été tendue par le « Hezb-I-Islami » huit jours plus tôt. Les villageois de Durani avaient fui dans la montagne avant l'acrochage. En descendant du bus, nous voyons un petit groupe de déserteurs Hazaras qui se dirigent vers le sud. Dans quelques jours ils seront chez eux. Nous prenons le repas du soir chez un villageois sympathisant de Durani.

Nous empruntons une mule, et nous apprêtons à partir dans le village d'un chef moudjahid, à une heure de marche dans la montagne. C'est alors que nous apprenons que le « Hezb-I-Islami » a fait une razzia dans son Q.G. et lui a confisqué ses armes. Il représentait une tendance « modérée » et a dû fuir à Peshawar. Les intégristes du « Hezb-I » sont très agressifs dans la région et cherchent à évincer les autres mouvements par tous les moyens. De plus, nous ne pouvons pas rester dans le village. Le jour, la route est contrôlée par les gouvernements et les Russes. Notre arrivée n'est pas passée inaperçue et nous pourrions être dénoncés. Vers 11 h du soir, le chef de notre escorte demande au chauffeur du bus de nous reconduire 30 kilomètres en arrière pour rejoindre ensuite la région de Chak, plus sûre. Il refuse et son bus sera réquisitionné.

Le bombardement de Cogar

Le 10 août, en fin de matinée, le village de Cogar est bombardé dans le Geratu. Nous partons dans le Hazarajat mais nous voyons au loin, à 15 kilomètres ou plus les champignons de fumée des bombes et dans le ciel les traces blanches du départ des roquettes. La guerre affecte peu le Geratu. C'est le premier bombardement depuis notre arrivée. Il ne m'est pas possible de me rendre sur place que le 14 août.

Une grande maison a été touchée de plein fouet par plusieurs grosses bombes et des roquettes. Quatre civils ont été tués (2 hommes et 2 femmes). Les moudjaheddines étaient réfugiés dans les montagnes proches et trois jets et deux hélicoptères blindés se sont acharnés sur cette maison. On voit une grosse bombe d'avion et une roquette non explosées. La population est encore sous le choc, et à la mosquée, les hommes ne parlent que du bombardement.

Ghazni

Le 17 août, départ du village de Barakot, en moto, avec un chef de commando. Nous rejoignons des moudjaheddines du commando de Ghazni dans un village. Ils sont très superstitieux, je comprends les mots « roquette » et « kalashnikov » qui reviennent souvent dans la langue pashtoune et je les vois embrasser des fétiches qu'ils portent aux bras. Destination Ghazni pour ce soir. On ne peut rentrer dans la ville qu'à la nuit tombée, à cause de sept postes soviétiques et afghans qui ceinturent la ville. Depuis hier, il y a une activité militaire redoublée à Ghazni, avec des fouilles de maisons pour débusquer les moudjaheddines. Il n'est pas certain que nous puissions nous infiltrer. (Le « Harakat » réussit à maintenir 160 moudjaheddines à l'intérieur de Ghazni, le « Hezb-I-Islami » 60 et le « Maaz » d'Amin 40).

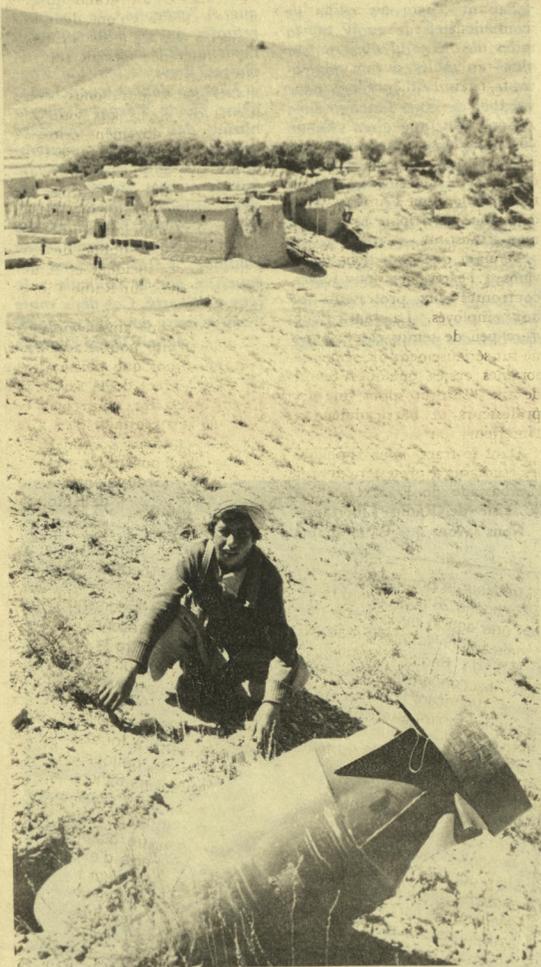
Nous parvenons jusqu'à un village proche de Ghazni à bicyclette — étrange commando, avec les roquettes ficelées sur les porte-bagages. Dans ce village, nous apprenons que la fouille des maisons à Ghazni a entraîné l'arrestation de 7 moudjaheddines du « Harakat ». L'activité qui continue ne nous permet pas de passer.

Nous repartons pour assister d'un peu plus loin à un violent échange de tirs entre les moudjaheddines de Ghazni qui envoient des roquettes et les postes militaires qui répliquent au mortier et illuminent le ciel avec les lucioles et les tracent rouges des fusils et des mitrailleuses. Après une demi-heure de ce son et lumière de l'absurde, nous repartons pour un long trajet à bicyclette, dans la nuit, sans lumière.

Ghislain Bellorget

(Fin de la troisième partie)

Photo Ghislain Bellorget



POTASSE DE LLOBREGAT : UN COMBAT PERDU !

LES mineurs qui s'étaient enfermés dans le puits de Sallent, à plus de 500 mètres de profondeur, ont dû, après 21 jours d'occupation (voir M.L. n°496), renoncer à leur action. En effet cette grève, jugée par le tribunal de première instance de Manresa pour « occupation illégale », a fait l'objet d'une sentence très lourde, puisque le juge a donné l'ordre d'évacuer par la force les mineurs et décrété en même temps l'isolement total, en interdisant l'utilisation des ascenseurs, des téléphones et l'accès de toutes personnes aux abords du puits ; coupant la lumière, la ventilation, ainsi que le ravitaillement en eau et nourriture.

Ils sont donc retournés sans condition au travail, dans l'attente des sanctions de la direction. Sanctions, qui ne se sont pas faites attendre puisque peu de jours après, six travailleurs (sur 58) — dont deux adhérents à la C.N.T. — ont reçu leur lettre de licenciement ; les autres ont eu un avis de cessation d'activité allant de deux à huit mois avec perte de salaire correspondant.

Les syndicats C.C.O.O. et U.G.T. composant le comité d'entreprise, qui ont dès le début considérés cette action comme une folie, ont immédiatement entamés les négociations avec la direction. Ils ont accepté l'accord « salaire-emploi » en vigueur dans d'autres mines à condition que les six mineurs ne soient pas renvoyés s'ils acceptent de ne plus travailler dans la mine, mais d'être employés à l'extérieur de celle-ci, avec comme conséquence une déqualification entraînant une baisse de 50% de leur salaire. Les autres sanctions ont été maintenues.

Traduit de Solidaridad Obrera



F.A.I. : ASSEMBLÉE ANTIMILITARISTE

DIMANCHE 2 octobre s'est déroulée à Rome l'Assemblée antimilitariste proposée et organisée par la Commission antimilitariste de la F.A.I., par des compagnons romans du groupe Malatesta et par le Collectif anarchiste de « Via-dei-Campani ». La participation a été assez importante. Des groupes et des compagnons sont venus de toute l'Italie. Les principaux thèmes de cette réunion ont été centrés sur Comiso, le Liban et sur la manifestation pacifiste qui se déroulera le 22 octobre à Rome. Beaucoup de problèmes n'ont pas été résolus, mais le débat au sein du mouvement libertaire en Italie reste ouvert ; d'autre part existe la détermination de traduire le plus possible en action directe l'investissement antimilitariste. Voici des extraits du discours de la Commission antimilitariste, qui a ouvert le débat à cette assemblée.

« Nous croyons nécessaire, à l'intérieur du mouvement libertaire, une analyse approfondie de cette mobilisation pacifiste qui a lieu depuis deux ans dans le monde. Jusqu'à ces derniers jours le mouvement pour la paix a été porté avant tout, en Italie, par le P.C.I., lequel a empêché toute critique anti-O.T.A.N. et toute analyse sur la militarisation de la société. La situation actuelle présente des caractéristiques que nous chercherons à résumer.

• Le blocus effectué cet été, à Comiso, représente un saut en avant par rapport aux manifestations pacifistes et pétitions, plus ou moins cachées derrière des référendums autogérés. Le danger le plus grand c'est que le mouvement pacifiste fasse un pas en arrière, en se repliant à des luttes moins directes (comme celle de faire pression sur les parlementaires pour que l'on parle à la Chambre et au Sénat des missiles de Comiso) qui détruiraient tout ce qui a été fait de concret jusqu'à maintenant.

• La politique opportuniste du P.C.I. centrée sur l'opposition aux missiles, à Comiso, est vouée à l'échec. D'un côté, les militants de base communistes se demandent si la lutte pacifiste de leur parti se terminera ainsi, avec la probable installation des « Cruise ». D'un autre côté l'optimisme sur les résultats des négociations entre les deux super-puissances, soutenu par le P.C.I. a été ridiculisé par le comportement propagandiste des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.

• L'opinion publique, au sujet de l'intervention italienne au Liban, évolue en faveur de ceux qui se sont immédiatement opposés à cette « aventure ».

S'il est vrai qu'en Italie n'existe pas un vrai mouvement pour la paix, il est exact aussi que l'on n'observe qu'un discret intérêt des gens à ce sujet. La lutte pour la propagande antimilitariste menée par le mouvement

libertaire doit donc continuer à exister.

Pendant ces deux années, une étape importante pour le développement de la propagande anarchiste a été la préparation de la manifestation nationale du 13 mars 82. Le succès de cette manifestation à Livourne, a mis fin à une certaine apathie du mouvement libertaire, et a repris des initiatives et des agitations, démontre aussi la réorganisation de la F.A.I. (congrès de Rome, avril 82).

Les initiatives les plus importantes ont été :

- La tentative de créer une structure de masse qui aurait comme objectif d'empêcher la construction de la base O.T.A.N. à Comiso ;
- La campagne du 4 novembre 82 qui a vu les anarchistes descendre dans la rue contre la commémoration militariste de la « victoire » de la guerre de 14-18 ;
- La campagne de contre-information sur le cas de Mauro Zannoni, l'objecteur-insoumis condamné à 12 mois de réclusion ;
- La manifestation des 23 et 24 juillet à Comiso.

A ces initiatives « importantes » s'ajoute tout le travail de propagande et de contre-information antimilitariste opéré par les groupes dans leurs localités respectives. On a ainsi une vision générale du mouvement qui, sur le thème de l'antimilitarisme, est tout à fait vivant et toujours actif.

Le 22 octobre aura lieu à Rome une manifestation pacifiste. Selon nous, adhérer à la manifestation ou s'abstenir, signifie de toute façon laisser le champ libre au P.C.I., lui donnant la possibilité de gérer tranquillement une manifestation qui rassemblera, non seulement les chefs du parti mais aussi de simples travailleurs disposés à lutter. Il faut agir pour enlever le plus d'espace politique possible à ce parti, grâce à notre présence militante en dehors du contrôle de quel que parti que ce soit, pour un pacifisme qui soit synonyme d'antimilitarisme et d'internationalisme anti-autoritaire. »

Traduit d'Umanita nova



SOUTIENS INTERNATIONAUX À RADIO LIBERTAIRE

Chers amis, Faisant œuvre de solidarité internationale, environ 60 camarades d'Athènes et du Pirée se sont rassemblés devant l'Institut français d'Athènes le 4 octobre 1983.

Nous nous proposons, en rapport avec la saisie de Radio Libertaire, de distribuer des tracts et d'inscrire des slogans sur les murs pendant que l'Ambassadeur de France participait à une réunion à l'Institut.

Pendant que nous nous trouvions à l'extérieur, nous fumes confrontés aux professeurs et aux employés. La bousculade dura peu de temps et personne ne fut sérieusement blessé. Nous sommes restés quelques temps devant l'Institut alors que les professeurs se barricadaient à l'intérieur.

Dans le tract, nous appelions les étudiants à protester, devant l'ambassade de France, contre la saisie de Radio Libertaire.

Nous savons que les étudiants

COMME nous en avons informé les lecteurs du Monde libertaire à plusieurs reprises, les actions de nos compagnons étrangers en soutien à Radio-Libertaire se poursuivent. Cette semaine, ce sont des nouvelles en provenance de Belgique et de Grèce qui nous sont parvenues. Les personnes qui nous sont parvenues, sont particulièrement visées. Toutes les occasions sont bonnes pour augmenter encore un peu plus la pression sur le gouvernement et ses représentants à l'étranger !

Nous publions ici la lettre adressée au Bourgmestre de Liège par New futur et le courrier que nous a envoyé le groupe anarchiste de Kolonos.

Signons par ailleurs que des syndicats de la C.N.T.-A.I.T. en Espagne continuent toujours d'envoyer des lettres de protestation à Georges Fillouard.

ont montré un grand intérêt à cette action et ont demandé à l'administration de l'Institut une conférence spéciale sur Radio Libertaire.

Le même jour, nous avons donné des tracts aux journaux qui avaient durement critiqués l'attitude des professeurs de l'Institut français. Par la suite, l'ensemble des journaux n'a pas fait référence à la saisie de Radio Libertaire, mais quelques uns d'entre eux ont publié des articles sur cet incident et donc, inévitablement sur Radio Libertaire.

Nous pensons ainsi avoir fait de la publicité pour Radio Libertaire. Quoi que puisse penser l'Etat (grec) de la saisie de Radio Libertaire, nous considérons que cette affaire n'est pas terminée et nous continuerons à nous battre pour cela.

Groupe anarchiste de Kolonos

Monsieur le Bourgmestre, Dimanche 28 août vers 6 heures, une action de la force nationale française investissait les locaux de Radio Libertaire, à Paris, sectionnant le câble d'antenne, défonçant la porte, brutalement les animateurs présents, détruisant l'émetteur et emportant une grande partie du matériel de la radio.

Dans un Saviem banalisé, un outil précieux du mouvement libertaire était purement et simplement bâillonné. Cette radio était un lieu privilégié de libre expression, où prenait la parole une grande partie des secteurs associatifs, alternatifs, où les organisations syndicales venaient régulièrement débattre

des problèmes du moment. Partisans de la liberté d'expression et solidaires de Radio-Libertaire, nous vous demandons, en tant que représentant des liégeois, de remettre la présente lettre à Monsieur Mitterrand en visite dans notre ville ce vendredi.

Nous avons par ailleurs remis cette lettre à toutes les radios locales et nationales ainsi qu'aux quotidiens francophones. D'avance, nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre action en faveur de la liberté d'expression. Recevez, Monsieur le Bourgmestre, nos meilleurs salutations.

New futur (Liège)

EN marge de ces personnages consulaires, généraux, hommes politiques, industriels qui sont son armature, le libéralisme bourgeois cultive en son giron le prêtre et le professeur qui sont sa caution morale. Certains d'entre eux grimpent au pinnacle d'où ils distribuent des satisfécits dont la société se rengorge. Raymond Aron qui vient de disparaître fut de ceux-là ! Philosophe, écrivain, moraliste il fut d'abord, et c'est lui qui nous le dit, un professeur, le « prof. » diront et écriront ses anciens élèves, qui après lui avoir craché au visage et un peu perturbé la Sorbonne dans les années 68, font aujourd'hui leur acte de confection devant le cadavre du grand homme, dans les pas duquel ils rêvent de mettre les leurs.

Raymond Aron fut un de ces jeunes intellectuels qui entre les deux guerres poussèrent dans l'ombre de ces bêtes de race de la littérature et de la politique : Breton, Malraux, Aragon, Mauriac. Dans les bahuts de la Troisième République où se déversaient le latin, le grec, une philosophie de la mesure et le respect des valeurs établies, il rencontrera Nizan et Sartre. Nizan mourra tôt, ne survivant qu'un instant dans la mémoire aux injures que lui prodiguèrent les intellectuels communistes. Sartre deviendra l'autre face de la médaille dans laquelle la bourgeoisie se mire avec complaisance. Aron fut-il à la hauteur des grands anciens ou de la brillante phalange de ses contemporains ? Disons qu'il fut un peu en retrait et qu'il n'a ni l'œuvre ni la stature qui les projetèrent sur le devant la scène. Il fut plutôt un magister poussé en haut de la pyramide du savoir à une place où dans la société contemporaine on ne risque ni d'obtenir des tirages fabuleux qui furent ceux de Sartre ni d'être victime des modes littéraires qui renvoient l'écrivain au piquet.

Raymond Aron fut un analyste, titre auquel il prétendra en réfutant celui de journaliste. Et dans ce domaine il est dans la lignée des Montesquieu et des Tocqueville qu'il a parfaitement analysé dans « Démocratie et totalitarisme ». Pour lui, dans la démocratie libérale, comme d'ailleurs dans la démocratie classique « le peuple règne, il détient la souveraineté, mais ne gouverne pas... dans la mesure où le phénomène de la représentation intervient, le détenteur théorique de la souveraineté ne gouverne pas effectivement... ». La place qui sera la sienne et qu'il a choisie est claire et il la définit avec l'intelligence que chacun lui reconnaît. Il ne sera ni de droite ni de gauche, même si, dans sa jeunesse, il flirte avec la gauche et dans son âge mûr, il rejoint De Gaulle, il est au-dessus des partis auxquels il n'appartient jamais, qu'il considère de façon un peu méprisante comme une nécessité dans la mesure où ils ne perturbent pas la situation de la haute bourgeoisie dont il se veut le régulateur intellectuel, d'où sa hargne contre la jeunesse qui en 1968 prétendait bousculer les gens et les idées en place. Et lorsque l'on lit ce qu'alors il écrivit, on se rend compte que cette haine de classe parvient à rendre odieux et ridicule un homme, même réputé intelligent. Il ne pardonnera pas à Sartre, qui est du même monde, de faire courir à la société, par sa turbulence politique et par son exubérance littéraire, des risques qui menacent de la destabiliser.

Raymond Aron ne propose pas de doctrine propre. A longueur de livre il va combattre ceux qui remettent en question la société capitaliste et c'est avec mépris que ce grand bourgeois parlera dans la « Société industrielle », de l'extrême gauche révolutionnaire et dans une certaine mesure sa colère contre les étudiants fut aussi l'exaltation d'une rancœur de s'être si magistralement trompé, lui que toute la littérature à l'estomac, considère comme infaillible. Dans « Marxisme imaginaire » où il règle ses comptes avec quelques uns de ses anciens petits copains, les Merleau-

RAYMOND ARON : UN MANDARIN DE LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE DE CLASSES



Ponty, les Sartre et quelques autres, on sent percer une certaine admiration pour Marx qu'il combat certes mais comme le faisaient autrefois les galantins, flamberge au vent, le mot courtois aux lèvres ce qui ne l'empêchera pas de fustiger les partis communistes, mais ceux-là ils sont sur le trottoir, en bas des marches de l'Université, ce grand temple de la raison ! Il me fait parfois songer à Voltaire ! Oh, rassurez-vous le style éblouissant et la vivacité de l'esprit en moins, mais par sa volonté de conservation sociale. Et nous le retrouvons complètement lorsqu'il écrit « seuls les libéraux pessimistes et peut-être sages, invitent l'humanité à se proposer les seules tâches qu'elle peut remplir ». Comme si, ainsi que le prétendait Nietzsche « l'homme n'était pas une corde tendue sur l'abîme » ? et que le risque intellectuel n'était pas dans sa nature.

On a fait état de sa clairvoyance à propos de la guerre d'Algérie ou des problèmes que posaient Israël. Mais là encore, en dehors de ce goût qui fut le sien d'être le seul à dire le bon et le mauvais, il sait que ces événements peuvent remettre en cause les structures de la société libérale, déjà menacée par l'évolution et le gigantisme économique, et, ces préoccupations, on les retrouve dans les « Désillusions du progrès ». Mais son ouvrage qui m'a le plus réjoui, c'est son « Essai sur le marxisme imaginaire » où, une fois de plus on sent sa fascination devant l'œuvre de Marx et où il règle ses comptes avec Louis Althusser ! Althusser est pour lui un pair. Même parcours professoral ! Le « philosophe » communiste, comme lui, a été projeté vers les sommets universitaires et le jeu, dans les milieux qui se réclament du marxisme, le même rôle que lui, celui de redresseur d'idées, de mainteneur des évangiles. Il est habité par le même souci du con-

servatisme idéologique et pas plus que celle d'Aron, son œuvre n'est celle d'un créateur, et comme Aron il donne des bons et des mauvais points aux élèves qui séjournent un instant sur les bancs de l'école idéologique où il professe. Rien dans l'œuvre de ces deux essayistes n'est comparable, qu'on soit d'accord ou pas avec leur contenu, avec « L'Etre et le néant » de Sartre ou avec le « Mythe de Sysyphe » de Camus qui sont des essais plus ou moins réussis de renouvellement de la pensée universelle.

Enfin les « Dix-huit leçons sur la société industrielle » dont j'ai parlé en son temps dans notre journal, à l'avantage d'être clair même si il n'apporte rien à ce qui a été dit et que nous ne sachions déjà. C'est un ouvrage scolaire qui peut à la rigueur être utile comme point de repère. « L'opium des intellectuels », son ouvrage le plus connu eut un retentissement certain. C'est un pamphlet contre les intellectuels de gauche, un de plus, qui pour certain côté pourrait concerner les intellectuels de droite. Une querelle de famille, somme toute !

Raymond Aron s'est trompé de siècle et on le voit bien au milieu du siècle dernier, à partir d'un cours magistral, faire la leçon aux industriels qui essaient leurs jeunes forces et aux représentants des travailleurs qui affûtent les leurs, et leur reprocher de risquer de casser ce joujou tout neuf qu'est la société industrielle à sa naissance. On le voit encore mieux réciter la leçon que nous a donné Platon d'une société parfaite où les hommes de sa qualité sont à la barre, les guerriers aux créneaux, et vous et moi, au boulot ! Au cœur même de cette société industrielle libérale, il se place une fois pour toute au centre et en haut, surveillant les mouvements du balancier politique. Il sera ainsi en Angleterre pendant l'occupation, attentif à protéger la société libérale qui se trouve aussi bien à Vichy qu'à Londres. Au milieu de sa toile universitaire il est seul, prêt à agripper tout ce qui prétend sortir des clous. Il agace ceux qu'il veut protéger de la folie des temps et il faudra attendre sa disparition pour qu'avec un soupir de soulagement, les anciens barricadiers de 68, les petits pions de l'université, les journalistes dont l'appétit vient en mangeant lui dressent des couronnes qu'ils lui avaient chichement accordées de son vivant.

Mais pourquoi parler longuement dans nos colonnes d'un personnage qui n'a rien à voir avec l'anarchie et qu'il ne pouvait traiter — les anarchistes — que comme le maître d'école traite les garnements insupportables ? Après tout, Raymond Aron n'a été ni un capitaliste, ni un magistrat, ni un militaire, ni un politicien ?

Parce qu'il a été mieux ou pire que ça ! Lui et les siens, les « professeurs » ! J'entends ceux qui dogmatisent sur les marches de la Sorbonne, qui sont la clef de voûte de l'édifice, la bonne conscience des autres, de ceux qui font des sous, qui se vautrent dans le pouvoir, qui repeignent sur du papier journal ou dans les pages des livres, la façade de l'édifice. La littérature universitaire pénètre dans les cerveaux des bancs de l'école. Ceux qui en sont les grands prêtres créent des « évidences » qui deviennent des habitudes ! La connaissance a fait reculer les religions, que l'on ne cultive plus que comme une police de comportement et on ne croit plus guère à son efficacité. Ce sont les grands maîtres de l'université qui ont pris leur place à condition toutefois qu'ils ne se dispersent pas de trop vers le théâtre, le roman, la poésie... des futilités quoi ! L'édition universitaire leur offrent suffisamment de débouchés, en attendant Gallimard. Raymond Aron fut de ceux-là, dans ce rôle de gardien vigilant de la société capitaliste libérale, il était irremplaçable et il est certain que la bourgeoisie, la grande et non pas la bourgeoisie merdeuse des épiciers et des ronds de cuir, aura du mal à le remplacer.

Maurice Joyeux

« LIBÉRATION NATIONALE ET RÉVOLUTION SOCIALE » DE BALKANSKI

DANS les Balkans, les idées socialistes révolutionnaires sont indissociables des tentatives de soulèvement populaire contre les exploités. Au XIX^e siècle, la grande bourgeoisie était alliée aux Turcs ; au XX^e c'est l'impérialisme soviétique ou occidental qui joue le rôle des Turcs.

Le mouvement anarchiste bulgare compris, dès son origine, que sa force viendrait de son enracinement dans les revendications des travailleurs. Balkanski retracé brillamment cette lutte à travers les insurrections de Macédoine et d'Andrinople, dans « Libération nationale et révolution sociale » (1). Si actuellement le mouvement anarchiste est

clandestin, certains faits sont ineffaçables, même à travers les récupérations officielles.

Du côté yougoslave, « L'histoire du peuple macédonien » (en macédonien) reconnaît l'appartenance anarchiste des héros de Salonique, elle n'explique pas cependant qui était Guerdjikov et pourquoi le secteur d'Andrinople se rebellait aussi. Tenter de le faire amènerait à démontrer que la thèse officielle macédonienne d'une insurrection locale est bâtie sur du vent.

Côté bulgare, la personnalité de Guerdjikov est citée, mais non commentée. Tout est centré sur l'identité des Bulgares et des Macédoniens. Et la thèse offi-

cielle est remarquablement résumée par Tsola Dragôitcheva (personnage historique du P.C. et né en Macédoine) : l'idée de « nation macédonienne » est une invention de la grande bourgeoisie serbe pour justifier son expansionnisme territorial ; la très grande majorité de la population de la Macédoine yougoslave est caractéristiquement bulgare ; « la Bulgarie n'a pas de revendication territoriale envers la Yougoslavie, mais elle ne peut accepter et n'acceptera jamais que l'histoire et la culture du peuple bulgare soient volées ».

Si on ajoute à cela que les Macédoniens de Yougoslavie se considèrent totalement différents

des Bulgares, et affirment que la zone macédoine de Bulgarie est ethniquement écrasée par les Bulgares, on constate que tout est prêt depuis des années pour lancer un conflit sanglant, dont les impérialistes tireraient les ficelles le temps d'essayer de nouveaux armements.

Face à ces manigances des hiérarchies marxistes — en Yougoslavie et en Bulgarie — le message des anarchistes demeure la seule voie concrète : l'organisation locale économique et culturelle librement choisie par la population. Et face au nouveau problème de la langue macédonienne, dont le particularisme s'accroît par rapport au bulgare, les libertaires ne peuvent

qu'encourager le libre développement des langues locales, et l'enseignement des langues et des variantes des groupes voisins. Actuellement, les enseignements officiels bulgares et yougoslaves ne se consacrent qu'aux langues occidentales et au russe, que seuls les cadres peuvent approfondir.

L'avenir de la Macédoine et des Balkans sera toutefois trouble, tant qu'une solution libertaire ne sera pas appliquée par la base.

Meraklia

(1) Collection anarchiste, groupe Fresnes-Antony, en vente à la librairie du Monde libertaire, 45 F.

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 27 octobre : « La vie d'artiste » (16 h-18 h) : Renaud.
 - « L'invité quotidien » (20 h-22 h) : Cabu, Siné, Loup de la revue de presse de Polac, sur le thème du dessin de presse.
 - Vendredi 28 octobre : « Théâtre » (14 h-16 h) : émission théâtrale de Radio-Libertaire.
 - Samedi 29 octobre : « Samedi et vous ! » (9 h-12 h) : Elisabeth Pacot à propos du livre « Terre des femmes ».
 - Dimanche 30 octobre : « Ici Dieu à vous Paris » (10 h-13 h) : l'invité de cette matinée : Dieu.
 - Lundi 31 octobre : « Sac à malice » (14 h-16 h) : le magazine de l'insolite.
- A 14 h, la vie quotidienne des maghrébins en France avec Ezzedine Merteri.
- A 15 h, Marie-Laure Wicker, interprète de « La reine est morte ».
- « Radio-Libertaria » (18 h-22 h) : des nouvelles d'Espagne, chronique historique et culturelle.
- Mardi 1^{er} novembre : « Contre l'enfermement » (20 h-22 h) : des nouvelles des pourrissoirs socialistes ou Badinter démasqué.
- Mercredi 2 novembre : « Cérémonie 1984 » (20 h-22 h) : à propos du Salon de la photo.

« PLACE DE LA LUNE »

de P. Martinenq
Ed. E.R.G.

UN livre sur le mouvement ouvrier, et ce, au travers d'une industrie : la construction navale, et une ville : La-Seyne-sur-Mer, tel est l'ouvrage que nous propose Patrick Martinenq. Un travail de recherche qui, au cours de 470 pages, nous transporte de 1830 à 1936. C'est ainsi qu'il nous raconte avec une grande précision ce qu'était la vie aux chantiers et, ce, au travers des différents corps de métiers, des luttes sociales qui s'y déroulent, des bouleversements techniques etc.

Il nous dépeint aussi la vie quotidienne d'une ville qui vit au rythme des chantiers, de ses habitants et de leurs traditions. Plusieurs chapitres sont consacrés à la vie politique locale, ainsi sont passés en revue les différents courants de pensée : anarchisme, socialisme, communisme, etc.

A ce sujet, une étude fort intéressante sur le mouvement anarchiste seynois, qui par l'apport d'une émigration italienne joua un grand rôle dans le paysage social et politique de la cité. Ceci se traduit par l'organisation de conférences, meetings où se succédèrent Louise Michel, Sébastien Faure, Charles d'Alray, Yvetot, etc. Enfin Patrick Martinenq donne dans son livre la parole aux gens du terroir et c'est ainsi que souvenirs et anecdotes nous sont racontés. Bref, une étude sociologique sur les hommes et leurs milieux fort bien documentée qui fait de « Place de la lune » (1) un livre passionnant à lire.

Bruno
Groupe
Région toulonnaise

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire : 90 F.

NOTES DE LECTURE

« Animation, vers quelle vie sociale »

VOILÀ encore un livre sur l'animation sociale qui n'a pas connu le succès qu'il aurait dû connaître dans le mouvement anarchiste. L'ouvrage de Pierre Belleville, président de Culture et liberté, importante association d'éducation populaire (1), est pourtant unique en son genre.

Paru en 1974 (2), il offre à partir d'expériences pratiques un champ très large et très novateur de perspectives théoriques. Vivre économiquement, socialement et culturellement une autre logique que celle du pouvoir et du capitalisme, voilà l'objectif de cet ouvrage. Développement d'une animation partant d'en bas, reconquête de la vie quotidienne, habitat autogéré, organisation de nouveaux rapports socio-économiques, création d'un réseau de coopératives de quartier, d'organismes de lutte, de groupe de consommateurs, d'associations culturelles... qu'y a-t-il de plus proche de nos conceptions fédéralistes et autogestionnaires ?

Un livre, donc, pour tous ceux qui s'intéressent à l'organisation des groupes et à la construction d'une contre-société.

Eric
Gr. de Lille

(1) Culture et liberté. 1, rue du Coëtlosquet. 57000 Metz.
(2) Tema-Éditions. 4, rue de la Michodière. 75002 Paris.

Une librairie où l'on trouve toute la littérature anarchiste ?

**C'EST LA
LIBRAIRIE DU
MONDE LIBERTAIRE**

145, RUE AMELOT, PARIS-11^e
TÉL. : 805.34.08



Sylvie Ollivier, dans « L'ECHO DU SILENCE ».

L'ECHO DU SILENCE

UN texte, une femme, une heure et quart de spectacle. Et le théâtre devient miroir... (1)

C'est au théâtre « Les Déchargeurs », dans une mise en scène de Ivan Morane que Radio-Libertaire avait reçu l'année dernière pour « Horace ». Les mots, les phrases ont été écrits par Sylvie Ollivier qui est l'unique comédienne de cet « Echo du silence ». Encore un « one woman show » ? Non ! Quelque chose d'intense qui maintient les spectateurs présents, la gorge serrée. Car, c'est bien un miroir que nous tend Sylvie Ollivier. Un miroir où tout individu peut se retrouver. Pas de slogans féministes (et même une amère ironie à leur encontre), mais une revendication : celle de pouvoir exister, de pouvoir « se dire ». Face au mec (pas plus macho qu'un autre), face à l'enfant pour lequel il faut être rassurant toujours, face aux autres... Et ce désir d'absolu, cet espoir de n'avoir plus à se mentir.

Une journée normale d'une femme normale dans notre société qui a l'habitude de morceler les individus dans leurs rôles sociaux, d'étouffer les désirs dès l'enfance (découverte du corps, le sien, celui de l'autre, vite réprimée). Rien n'est « dramatique » au cours de cette journée, dans le sens où ce temps de « reconstruction » ne conduira pas l'héroïne à l'hôpital psychiatrique ou au suicide.

Mais combien sommes-nous à

avoir tant besoin de ces heures de solitude (tout en les craignant) pour tenter à travers une déstructuration de faire le point ? Roulées en boule sur un lit, tassées dans un coin de l'appartement, avec des larmes et des mots, des cris, des silences, des révoltes et des dégoûts. Peut-être quelques marxistes sûres de leur bible y échappent-elles !

Sylvie Ollivier n'a pas écrit un texte de fiction. Ses phrases sont celles de tous les jours. Avec une pudeur extraordinaire et son talent, sa maîtrise de grande comédienne, elle nous convie à une ballade, à une quête qui est nôtre. Pour ce voyage intérieur et pour ce jeu parfait, merci !

Ivan Morane a assuré la mise en scène avec une discrétion et une efficacité remarquables. Il a pris le parti de servir et de respecter du texte et de la comédienne. Rien de convenu, Ivan n'a pas à prouver quoi que ce soit, partant de là, son travail soutient la pièce sans jamais la piétiner. Un tel respect du texte et de la personnalité de l'auteur et de la comédienne mérite d'être souligné.

Une soirée d'où l'on sort avec quelque chose de plus dans la tête.

J. Pieters

(1) « L'Echo du silence », de et par Sylvie Ollivier, mise en scène Ivan Morane, jusqu'au 29 octobre. Tous les soirs à 20 h 30, relâche dimanche, au théâtre « Les Déchargeurs » : 3, rue des Déchargeurs. 75001 Paris. Métro : Châtelet. Tél. : 236.00.02.

Théophile, « un spectacle qui tourne » en province :

- du 25 au 30 octobre à Toulouse ;
- du 31 octobre au 6 novembre à Albi-Orthez ;
- du 15 au 19 novembre à Marseille ;
- courant décembre à Angers.

LES TRAVAILLEURS PAIERONT... ... EN FAIT, ILS PAIENT DÉJÀ !

Les tribulations
de Delors

« Les Français travaillent et les entreprises se battent », déclara Jacques Delors à l'Assemblée nationale alors qu'il présentait aux députés les résultats « spectaculaires » du commerce extérieur qui présente pour une fois un solde positif pour septembre, de 323 millions de francs. L'ancien directeur du cabinet de Chaban-Delmas sut donner habilement un petit coup à droite et un petit coup à gauche.

« Il faut donner à chacun le goût de la compétition, il faut investir à l'étranger... Car celui qui se couche a perdu. »

Ça, c'est pour le petit coup à droite.

« Le social, ce n'est pas l'antidote de l'économique, mais au contraire la garantie de son efficacité. »

Ça, c'est pour le petit coup à gauche.

« Pour une fois, les syndicats se tiennent à carreau »

Mais Delors redevient lui-même en ajoutant qu'il faut « avoir le courage de dire aux Français que la France n'a pas un impôt sur les revenus à la dimension de sa politique sociale ». Ce qui veut dire en clair : on veut bien faire du social, mais en augmentant les impôts sur les revenus, pas en ponctionnant sur les grandes fortunes.

Yvon Gattaz, président dynamique du C.N.P.F., disait la même chose que Delors, mais plus crûment, au colloque de l'Expansion du 18 octobre : « Il faut le dire la tête haute, il faut faire baisser le pouvoir d'achat. » Monsieur Gattaz se félicitait de la politique de rigueur du gouvernement qui offre « une chance de faire passer un abaissement considérable de nos salaires » (par là M. Gattaz veut sans doute parler des salaires que les patrons sont obligés de verser à leurs salariés, pas ceux qu'eux-mêmes touchent). Et de se féliciter que les syndicats, pour une fois, « se tiennent à carreau ».

Le président du C.N.P.F. en verra s'en prit enfin au S.M.I.C. qu'il qualifie de « salaire maximum (sic) d'inflation et de crise », achevant son ana-



lyse tout en finesse en disant que « beaucoup de jeunes préféreraient un salaire inférieur au S.M.I.C. plutôt que pas de job du tout ».

On aurait aimé savoir à combien M. Gattaz chiffrerait ce salaire en dessous du S.M.I.C. qu'il serait prêt à accorder généreusement, juste pour dépanner...

On pourrait de même suggérer à M. Gattaz que le patronat préférerait sans doute une baisse substantielle de ses revenus que pas de revenus du tout...

La satisfaction fracassante de Delors devrait pourtant être tempérée. Les 323 millions d'excédent sont peu de choses par rapport à un volume total du commerce extérieur supérieur à 60 milliards par mois. D'autre part, ce solde extérieur est dû aux exportations de marchandises, mais aussi au tourisme. La balance entrées-sorties du tourisme pour l'été a dégagé des excédents-records... dus au carnet de change qui a empêché les Français de sortir et au fort niveau du dollar qui a attiré les Américains.

De plus, la décroissance des importations correspond plus à un ralentissement d'activité consécutive à une baisse du pouvoir d'achat qu'à une amélioration de l'activité économique. Le solde excédentaire du commerce

extérieur n'a donc rien de spectaculaire, il ne reflète que faiblement un dynamisme retrouvé de l'économie.

Epiciers, bistrotiers, E.D.F., même combat...

Côté prix, l'indice du mois de septembre a augmenté, il est de 0,8% contre 0,6% en août, plus que ce que Delors s'était fixé comme objectif, et alors que l'inflation, selon les experts du gouvernement, devait montrer les premiers signes de ralentissement. C'est la faute à l'alimentation, aux bistrotiers, à E.D.F. (+ 3,5%), disent les mêmes experts.

Delors avait annoncé que l'inflation serait ramenée de 9,7% à 8% fin 1983, mais elle ne sera en réalité guère en-dessous de 10% à condition que le dollar ne se remette pas à flamber, renchérissant le coût des matières premières et des produits pétroliers. Mais alors, si l'inflation reste élevée, la compétitivité des produits français se dégradera, le déficit commercial va s'aggraver de nouveau, le franc va s'affaiblir et on repartira pour un tour vers une nouvelle dévaluation du franc...

Question salaires, la tendance est à la perte du pouvoir d'achat ajoutée à une pression fiscale et sociale accrues. La gauche soie la branche sur laquelle elle

est assise, car c'est sa base électorale qui est touchée.

Pouvoir d'achat et emploi ne sont plus depuis longtemps une priorité du gouvernement.

« Mon opinion est qu'il ne faut pas d'indexation » (des salaires sur les prix, avait déclaré Mitterrand à T.F.1. le 15 septembre. Les experts du IX^e Plan, eux, concluent qu'on risque de « voir le chômage monter au-delà des 2,5 millions de chômeurs à la fin 84 » et de proposer de développer le travail à temps partiel.

La politique économique de la gauche apparaît de plus en plus comme une politique de bricolage. N'ayant porté aucune atteinte aux fondements capitalistes du système, la gauche est condamnée à jouer le jeu sur le terrain de la bourgeoisie. Comme le disait si bien Yves Montand : la droite au pouvoir faisait des affaires, ce que la gauche ne sait pas faire.

La gauche a raté sa mission de rafistolage du capitalisme français. Il n'était pas difficile de deviner que le pouvoir issu du 10 mai s'en prendrait aux couches salariées moyennes, et seuls les naïfs pouvaient se faire des illusions.

La gauche a réussi à opérer sur le dos des travailleurs des ponctions que la droite n'aurait jamais osé, même rêvé. Ces énormes ponctions, la gauche n'a pas su les utiliser pour restructurer l'économie et mettre en place une véritable politique industrielle. Un tel gaspillage, du point de vue de la classe dominante, est impardonnable. Quand les députés socialistes, à la tribune de l'Assemblée, se font accuser d'incompétence, le « compliment » est parfaitement mérité. Et ce n'est pas en embauchant un ancien laquais du gaullisme, en la personne de Delors, que la bourgeoisie se montrera plus accommodante.

A force de faire des mimines au capital, la gauche va finir par scier la branche sur laquelle elle est assise.

Et pendant ce temps-là, le bon peuple continue de payer aux anciens actionnaires des sociétés nationalisées leurs indemnités (voir encadré).

Raoul Boullard

DANS le budget 1984, sept milliards de francs seront consacrés au remboursement des actionnaires dépossédés par les nationalisations. Les actions des sociétés nationalisées sont échangées contre des obligations d'Etat émises par deux organismes, la Caisse nationale de l'industrie et la Caisse nationale des banques. Ces obligations, à 16,6 et 15,9% respectivement, sont remboursées par tirage au sort par tranches annuelles sur quinze ans.

Afin de procéder au remboursement, ces deux organismes ont reçu en 1982 une dotation de 3,3 milliards, et en 1983 une dotation de 7,4 milliards de francs. Et il y en a encore pour treize ans...

Sur 49 sociétés nationalisées, 44 ont gagné entre 10 et 100% sur la valeur de leurs actions.

Sophie Gherardi, dans *Libération* du 11 octobre, nous propose un petit scénario de politique-fiction :

« Actionnaire d'un groupe nationalisable, j'ai échangé mes actions au meilleur cours (grâce au Conseil constitutionnel). Je touche tranquillement les intérêts de mes obligations, bien plus réguliers que les douteux dividendes des années de crise. Si je suis tirée au sort, on me rembourse mon capital rubis sur l'ongle. Sinon, je n'ai qu'à attendre patiemment que la droite revienne au pouvoir. Ayant vendu mes actions au plus haut, je pourrai les racheter au plus bas au moment de la dénationalisation promise par les ténors de l'opposition. La droite, elle, pourra d'un coup se débarrasser des six milliards annuels de remboursement aux actionnaires des nationalisées et faire rentrer des dizaines de milliards d'argent frais. Quand la gauche fait le lit de la droite, elle le fait en portefeuille... bien garni. »

R.B.

